

Frédéric SOUILLOT
Secrétaire général
01.40.52.86.01

Monsieur Emmanuel MACRON
Président de la République
Palais de l'Elysée
55, rue du Faubourg Saint Honoré
75008 Paris

Paris le 23 septembre 2025

Monsieur le Président de la République,

La Confédération Force Ouvrière vous remercie de la réponse que vos services ont bien voulu apporter le 8 juillet dernier à notre courrier du 23 mai concernant la situation à Gaza.

Toutefois, nous considérons nécessaire de vous saisir à nouveau de ce sujet.

Lundi 22 septembre, lors de la 80^{ème} Assemblée générale de l'ONU, vous avez officiellement reconnu l'État palestinien. La France a ainsi rejoint les 145 pays qui reconnaissaient déjà cet État.

Au-delà de cette symbolique très forte, pour FO, des engagements concrets doivent être pris. Les horreurs doivent cesser ! Aucun chemin vers la paix ne peut s'ouvrir tant que continueront les bombardements et le blocus de Gaza. Cette situation de guerre, de bombardement, de famine organisée dépasse toutes les limites de l'entendement et de l'humanité.

Nous avons condamné cette situation à maintes reprises, appelé au cessez le feu, au retour à la paix.

Aussi, je vous demande, Monsieur le Président de la République, d'une part de mettre en place un véritable corridor humanitaire sous l'égide des Nations unies (UNRWA) pour que les populations cessent de mourir de faim ou par manque de soins.

D'autre part, la France doit procéder à une rupture des relations diplomatiques avec Benjamin Netanyahu et son gouvernement, qui poursuit inlassablement son objectif de destruction de Gaza et des populations palestiniennes.

Pour FO, la France doit prendre des mesures pour mettre fin à cette guerre et obtenir la libération de tous les otages. Un avenir de paix durable et de sécurité doit être assuré pour les populations d'Israël et de Palestine afin qu'elles puissent se construire un avenir pour elles-mêmes et leurs enfants.

Pain, Paix, Liberté !

Dans l'attente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre plus haute considération et de notre profond attachement aux valeurs de la République.

Frédéric SOUILLOT,
Secrétaire général